



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Vingt-neuvième session

Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016

**Tendances et enjeux dans l'alimentation et l'agriculture pour une action
régionale et nationale dans le cadre des objectifs de développement durable**

Résumé

Dans la continuité de l'orientation stratégique globale de l'Organisation, un examen stratégique structuré a été réalisé afin de recenser les principaux enjeux et tendances dans l'alimentation et l'agriculture dans la région Afrique et de déterminer l'incidence qu'ils pourront avoir sur la contribution de la FAO à l'action nationale et régionale. Cette étude a aussi permis de dégager les spécificités régionales qui permettront d'étayer l'examen du Cadre stratégique de la FAO et l'établissement du Plan à moyen terme pour 2018-2021.

Trois faits marquants à l'échelle mondiale survenus en 2014-2015 guideront l'action nationale et régionale et les activités futures de la FAO en matière d'agriculture et d'alimentation: l'adoption des 17 objectifs de développement durable (ODD), l'adoption de l'Accord de Paris au terme de la Conférence mondiale des Nations Unies sur le changement climatique (vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques [COP21]) et l'adoption de la Déclaration de Rome et du Cadre d'action sur la nutrition lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2). En outre, le présent document met en évidence les 10 enjeux et tendances mondiaux qui pourront avoir des effets directs ou indirects sur les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, en insistant sur les manifestations et incidences intéressant spécifiquement la région Afrique.

Dans ce contexte, les initiatives nationales et régionales auxquelles la FAO peut apporter son meilleur soutien seront solidement fondées sur le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre de la Stratégie de mise en œuvre de la Déclaration de Malabo et de la feuille de route correspondante, et sur les engagements pris au titre des objectifs de développement durable. Les principaux domaines d'action sont les suivants: sécurité alimentaire

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mp576

et nutrition; lutte contre la pauvreté; atténuation du changement climatique et adaptation à ses effets; exploitation durable des ressources naturelles, y compris le problème de la pénurie d'eau et de la raréfaction de l'énergie; protection contre les ravageurs et les maladies des animaux et des plantes et menaces qui pèsent sur la sécurité sanitaire des aliments; renforcement des systèmes agroalimentaires et emploi; commerce; et enfin, deux questions qui méritent une attention particulière, la parité hommes-femmes et les jeunes.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

La Conférence régionale est invitée à donner des indications et à formuler des avis concernant la mesure dans laquelle les principaux enjeux et les actions futures recensés dans le présent document sont en cohérence avec les conditions qui prévalent dans la région, compte tenu de la Stratégie de mise en œuvre de la Déclaration de Malabo, des objectifs de développement durable et des objectifs stratégiques de la FAO.

I. Introduction

1. Dans la continuité de l'orientation stratégique globale de l'Organisation, un examen stratégique structuré a été réalisé afin de recenser les principaux enjeux et tendances dans l'alimentation et l'agriculture dans la région Afrique et d'en déterminer l'incidence sur les activités futures de la FAO. Il a aussi permis de dégager les spécificités régionales qui permettront d'étayer l'examen du Cadre stratégique de la FAO et l'établissement du Plan à moyen terme pour 2018-2021. Les conclusions de cette étude, qui donnent un aperçu des principaux faits marquants, tendances et enjeux et de l'incidence qu'ils pourront avoir sur la contribution de la FAO à l'action régionale et nationale dans la région Afrique, sont présentées ci-après.

2. Le document se compose de trois parties:

- a) la Section II, dans laquelle sont présentés les faits marquants et les tendances récentes au niveau mondial;
- b) la Section III, qui porte sur la façon dont les tendances et enjeux mondiaux se manifestent dans la région Afrique et l'incidence que cette évolution récente et ces faits marquants devraient avoir, tout en insistant sur les tendances propres à la région; et
- c) la Section IV, qui donne un aperçu général des domaines dans lesquels la FAO pourra contribuer à l'action nationale et régionale future dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

II. Tendances et faits nouveaux au niveau mondial

3. Trois faits marquants à l'échelle mondiale survenus en 2014-2015 guideront l'action nationale et régionale et les activités futures de la FAO en matière d'agriculture et d'alimentation:

- i) l'adoption en septembre 2015, au Siège des Nations Unies à New York, des 17 objectifs de développement durable (ODD) pour un programme universel de développement durable à l'horizon 2030;

- ii) l'adoption, au terme de la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) – «Conférence des Nations Unies sur le changement climatique» –, de l'Accord de Paris qui doit permettre, sur fond de développement durable et d'efforts visant à éliminer la pauvreté, de renforcer les actions menées au niveau mondial face à la menace que fait peser le changement climatique; et
 - iii) l'adoption de la Déclaration de Rome et du cadre d'action sur la nutrition lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), en 2014, qui appellent à des interventions concrètes visant à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes et au renouvellement des engagements de la communauté mondiale à cet égard.
4. Dix tendances et enjeux mondiaux devraient avoir des effets directs ou indirects sur les secteurs de l'alimentation et l'agriculture et façonneront de ce fait le programme de développement dans un proche avenir, comme indiqué dans le Plan à moyen terme 2014-2017 (révisé)¹ de la FAO. Ces tendances et enjeux sont énoncés ci-après et développés dans l'annexe 1, conjointement avec les faits marquants à l'échelle mondiale indiqués plus haut:
- a) prévention et lutte contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes
 - b) urbanisation et migrations – incidences sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition et les structures agraires
 - c) mondialisation de l'agriculture et des systèmes alimentaires
 - d) évolution des politiques commerciales et de la structure des flux commerciaux
 - e) évolution structurelle de la demande de denrées alimentaires et instabilité des prix alimentaires
 - f) sécurité et pénurie énergétiques
 - g) concurrence croissante autour de l'environnement et des ressources
 - h) connaissances et innovation sous la domination croissante du secteur privé
 - i) gouvernance et responsabilité mutuelle
 - j) vulnérabilité accrue en raison des catastrophes naturelles et causées par l'homme et des situations de crise.

III. Manifestations au niveau régional des tendances, possibilités et enjeux mondiaux

5. La présente section met en évidence la manière dont les tendances, les enjeux et les faits marquants à l'échelle mondiale se manifestent dans la région Afrique, ainsi que leur incidence probable. Elle recense également les tendances qui sont propres à la région et se penche sur les défis à relever et les possibilités à saisir au niveau régional, tels qu'ils ressortent de l'analyse des tendances, ainsi que sur d'autres questions pertinentes.

¹ C 2015/3, disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/3/a-mm710f.pdf>.

6. Au cours des dix dernières années, l'Afrique a enregistré une croissance économique soutenue, tout à fait remarquable. En 2014, les taux de croissance moyens s'établissaient autour de 5 pour cent, soit près du double de la moyenne mondiale. Un quart des pays de la région affichaient un taux de croissance économique d'au moins 7 pour cent et aujourd'hui sept économies parmi les dix les plus dynamiques du monde se trouvent en Afrique. Cette croissance formidable présente néanmoins un étrange paradoxe. Certes, les chiffres du produit intérieur brut (PIB) sont enviables, mais l'Afrique est la région qui présente les plus faibles niveaux de développement humain et social, une grande partie de la population y est prise au piège de la pauvreté et la région accuse un chômage endémique et des inégalités généralisées. De ce fait, même si la plupart des régions déclarent avoir réussi à réduire la faim, en Afrique la prévalence de la sous-alimentation et d'autres formes de malnutrition demeure globalement élevée. Dans l'ensemble, selon les toutes dernières estimations de l'édition 2015 de la *Vue d'ensemble de l'insécurité alimentaire en Afrique*, en 2015 la prévalence de la faim dans la région avait reculé de 30 pour cent par rapport à la période de référence (1990-1992).

Le Programme de développement pour l'après-2015 et l'Afrique

7. Si des progrès ont été constatés à l'échelle mondiale en regard des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les résultats restent néanmoins plus mitigés en Afrique, si bien que ces objectifs demeurent pertinents après 2015. Dans la mesure où les ODD visent l'intégration des dimensions économiques, sociales et environnementales dans un cadre global, la coordination des politiques internationales et la coopération dans ce domaine seront plus complexes. Pour surmonter ces difficultés, il faudra donc s'appuyer sur des approches concrètes permettant d'améliorer les processus d'élaboration des politiques auprès des principales parties prenantes.

8. En janvier 2014, l'Union africaine a adopté l'Agenda 2063, qui consiste en un cadre stratégique commun, à l'échelle du continent, pour une croissance inclusive et un développement durable. Un premier plan décennal de mise en œuvre (2014-2023) a été élaboré, puis adopté en juin 2015. Ce plan définit les sept «aspirations» des citoyens africains et les domaines d'action prioritaires correspondants, tous pleinement alignés sur les cibles des ODD. Ces sept aspirations ont été adoptées précédemment, en juin 2014, dans le cadre de la Déclaration de Malabo sur la croissance et la transformation accélérées de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie.

9. La Déclaration de Malabo, sa Stratégie de mise en œuvre et la feuille de route correspondante constituent des engagements particulièrement audacieux, assortis de cibles spécifiques liées aux ODD et d'un calendrier très ambitieux à l'horizon 2025. Ces engagements, qui aideront les pays à atteindre les cibles définies au titre des ODD correspondants, sont les suivants: engagement en faveur des principes et des valeurs du processus du PDDAA (ODD 1 et 2), renforcement du financement des investissements dans l'agriculture (ODD 2), élimination de la faim en Afrique d'ici à 2025 (ODD 2), réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2025 grâce à une croissance et à une transformation inclusives de l'agriculture (ODD 1), stimulation du commerce intra-africain des produits et services agricoles (ODD 2), renforcement de la résilience des moyens de subsistance et des systèmes de production en Afrique face aux aléas et autres risques liés au climat (ODD 13) et responsabilité mutuelle au regard des actions et des résultats.

Lutte contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes

10. D'après les estimations de la FAO, 30 pour cent des pertes après récolte qui sont enregistrées dans le monde sont imputables aux maladies transfrontières des animaux et des plantes. Le taux de perte est particulièrement élevé en Afrique du fait de l'omniprésence de nombreuses maladies portant atteinte aux principales cultures vivrières, à l'élevage, à la pêche et aux forêts, dont les produits constituent une importante source de revenus pour des millions de petits exploitants agricoles, en milieu rural et péri-urbain. Les répercussions des épidémies dues au virus Ebola et à d'autres maladies transfrontières, telles que la grippe aviaire et la peste des petits ruminants, se font encore sentir dans les pays touchés et ailleurs.

11. En Afrique, les systèmes structurés pour le suivi des ravageurs et des maladies sont souvent défaillants, si bien que la mise en place, aux points stratégiques, d'installations améliorées permettant de suivre de près la propagation des ravageurs et des maladies, ainsi que de mécanismes d'intervention cohérents, serait extrêmement profitable pour le continent. Le coût de l'inaction peut être considérable: on estime, par exemple, à 230 millions d'USD les recettes d'exportation que le Ghana perd chaque année suite à une interdiction d'exporter imposée principalement en raison de la mouche des fruits. S'agissant de la lutte contre les aflatoxines, la Banque mondiale estime que, pour les exportateurs africains de céréales, de fruits, de légumes et de fruits à coque, le coût annuel de mise en conformité s'élèverait à environ 670 millions d'USD. L'Afrique ne peut pas se permettre de continuer à perdre des occasions à cause de l'inaction.

Changement climatique et environnement

12. La population et les écosystèmes naturels de l'Afrique sont fortement exposés aux catastrophes naturelles. La population est d'autant plus vulnérable qu'elle exploite les ressources naturelles pour s'assurer des moyens de subsistance et se développer, y compris dans des écosystèmes à risque. Les phénomènes climatiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations, le stress thermique et les cyclones tropicaux vont gagner en intensité et en fréquence: les petits États insulaires en développement (PEID), la région du Sahel et la corne de l'Afrique comptent parmi les zones les plus fragiles. L'élévation du niveau de la mer fait peser une menace sur l'importante population qui vit sur le littoral, et ses répercussions se feront sentir tout à la fois sur l'agriculture, le tourisme, les villes, les niveaux phréatiques, la santé, l'énergie et la pêche. La Banque africaine de développement estime que, d'ici à 2040, le coût économique devrait être compris entre 45 et 50 milliards d'USD par an et que, d'ici à 2100, il pourrait atteindre en moyenne 7 pour cent du produit intérieur brut (PIB) annuel de l'Afrique. Les atteintes que cela portera au développement des communautés, des pays et de la région tout entière pourraient annihiler les résultats acquis de haute lutte. Le changement climatique érode déjà les progrès, comme en témoigne le phénomène El Niño qui touche actuellement diverses parties du continent. Certaines initiatives en cours vont dans le bon sens et cherchent à résoudre les défis soulevés par le changement climatique. On citera ici l'exemple de l'Alliance en faveur d'une agriculture intelligente face au climat, lancée à Malabo par les chefs d'État africains en 2014 afin d'élaborer une feuille de route destinée à encourager l'adoption de pratiques agricoles écologiques, priorité étant donnée aux communautés rurales les plus vulnérables.

13. La nécessité de réagir face au changement climatique offre également l'occasion d'opérer la transformation économique dont l'Afrique a besoin: un développement résilient au changement climatique, à faible émission de carbone et de nature à stimuler la croissance, à combler le déficit énergétique et à réduire la pauvreté. Le changement climatique appelle avec une urgence supplémentaire de solides mesures pour favoriser la croissance, quelles que soient les menaces qu'il représente. La croissance au service de la réduction de la pauvreté, de la protection de l'environnement, de l'utilisation efficiente des ressources et du développement économique, que l'on qualifie parfois de «croissance verte», est une perspective prometteuse pour les pays africains. Les stratégies pour une croissance verte peuvent donner naissance à des politiques et des programmes qui permettent d'atteindre simultanément tous ces objectifs. Elles peuvent accélérer l'investissement dans des technologies efficaces du point de vue des ressources et dans de nouveaux secteurs, tout en limitant les coûts et les risques pour les contribuables, les entreprises et les communautés. La transition vers la croissance verte permet de protéger les moyens de subsistance, d'améliorer la sécurité hydrique, énergétique et alimentaire, d'encourager une utilisation durable des ressources naturelles et de stimuler l'innovation, la création d'emplois et le développement économique.

Sécurité et pénurie énergétiques en Afrique

14. Plus de 75 pour cent des Africains vivent sans électricité, et 81 pour cent sont tributaires de combustibles solides issus de la biomasse traditionnelle pour la cuisson des aliments. Seul un quart de la population a donc accès à l'électricité, contre la moitié en Asie du Sud et plus de 80 pour cent en

Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. L'électricité produite actuellement permet d'alimenter uniquement l'équivalent d'une ampoule par personne trois heures par jour.

15. Dans un scénario de maintien du *statu quo*, sur une population estimée à 1,5 milliard d'individus, le nombre de personnes sans accès à l'électricité devrait passer d'ici à 2030 à 655 millions (44 pour cent) et le nombre de personnes sans moyens de cuisson appropriés à 883 millions (59 pour cent) (Agence internationale pour les énergies renouvelables, 2013). L'Afrique continue de dépendre largement d'une énergie non durable tirée de la biomasse traditionnelle, à savoir le charbon de bois et le bois de feu, qui sont utilisés comme combustibles pour la cuisson et qui peuvent tous deux être la cause de nombreux décès liés à la pollution de l'air intérieur. Plus de 30 pays africains ont dû faire face à des pénuries d'électricité au cours des 5 à 10 dernières années, et cela alors même que le continent dispose d'abondantes ressources énergétiques fossiles et renouvelables, preuve que le modèle de développement énergétique n'a pas permis d'arriver au niveau souhaité de sécurité et de services énergétiques.

16. Les pays africains devront accroître considérablement leur production d'électricité pour instaurer un accès universel à l'énergie – mais ils pourront y parvenir au moyen de bouquets énergétiques qui fourniront l'éclairage et l'énergie nécessaires à leurs villes, à leurs zones rurales et à l'ensemble de leur économie. L'Afrique dispose d'un énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables – énergies hydro-électrique, solaire, éolienne et géothermique. Le fait de s'attaquer aux défauts d'efficacité des systèmes énergétiques ouvrira en outre des possibilités d'investissement. Actuellement, la facture énergétique réglée par les populations africaines les plus pauvres est l'une des plus élevée au monde, le prix moyen du kilowattheure étant de 0,14 USD en Afrique, contre 0,04 USD en Asie du Sud-Est. La Banque africaine de développement estime que des investissements dans les réseaux régionaux et l'hydro-électricité permettraient à la région d'économiser jusqu'à 2 milliards d'USD par an.

Emploi des jeunes, urbanisation et migration

17. Avec près de 200 millions de personnes âgées de 15 à 24 ans, l'Afrique est le continent qui a la population la plus jeune. D'après la Banque mondiale², le nombre de jeunes devrait doubler d'ici à 2045. Entre 2000 et 2008, la population africaine en âge de travailler (15-64 ans) est passée de 443 millions à 550 millions, soit une croissance de 25 pour cent. En termes annuels, ce chiffre correspond à une augmentation de 13 millions, soit 2,7 pour cent par an. Alors que dans la plupart des régions du monde, les populations nationales vieillissent, les jeunes sont désormais majoritaires dans de nombreux pays africains. Qu'ils vivent dans les villes ou les banlieues d'un continent en urbanisation rapide ou dans des zones rurales, qu'ils soient issus de la classe moyenne ou de familles vulnérables vivant dans la pauvreté, une chose est sûre: ces jeunes gens ont de fortes attentes, et les décideurs publics africains se préoccupent de plus en plus des moyens à mobiliser pour y répondre.

18. L'Union africaine a lancé en 2009 la Décennie africaine de la jeunesse, qui lui sert de feuille de route pour mettre en œuvre la Charte africaine de la jeunesse adoptée par les chefs d'État et de gouvernement en 2006. En outre, en 2011, l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, la Banque africaine de développement et l'Organisation internationale du Travail (OIT) ont mis en place l'Initiative conjointe en faveur de la création d'emplois pour les jeunes en Afrique.

19. En termes relatifs, l'emploi des jeunes est un enjeu qui concerne toutes les régions, développées ou en développement, ce que souligne le rapport sur le développement dans le monde 2013 consacré à l'emploi³. Cependant, compte tenu des caractéristiques de son évolution démographique, l'Afrique est la région du monde où cet enjeu suscite la plus vive inquiétude, qui va aller en s'accroissant. La proportion de jeunes dans la population active africaine est la plus élevée au monde: approximativement

² *Africa Development Indicators 2011*, Banque mondiale, Washington.

³ http://siteresources.worldbank.org/EXTNWDR2013/Resources/8258024-1320950747192/8260293-1322665883147/WDR_2013_Report.pdf

35 pour cent en Afrique et 40 pour cent en Afrique du Nord, contre 30 pour cent en Inde, 25 pour cent en Chine et 20 pour cent en Europe. Les projections indiquent qu'entre 2010 et 2050, le continent représentera 60 pour cent de la croissance de la population active mondiale. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population africaine a moins de 25 ans et, pendant la prochaine décennie, quelque 11 millions d'Africains, dont la plupart seront de nouveaux venus en quête de leur premier emploi, entreront sur le marché du travail chaque année (Banque mondiale, 2014). Il semble que les deux prochaines décennies seront absolument décisives pour garantir une amélioration durable de la situation de l'emploi.

20. Bien que l'Afrique soit la région la moins urbanisée du monde (39 pour cent seulement de sa population vit en ville), elle affiche le taux de croissance urbaine le plus rapide (4,5 pour cent). D'après les Nations Unies, le continent sera urbanisé à 50 pour cent d'ici à 2035, et ce chiffre avoisinera 60 pour cent en 2050 si les projections fondées sur un taux de croissance «modéré» se réalisent. Entre 2010 et 2050, le nombre de citoyens passera de 400 millions à 1,3 milliard.

21. L'évolution démographique et l'accélération de l'urbanisation de la région ont des répercussions considérables pour le développement humain, notamment en ce qui concerne la transformation structurelle des économies africaines et la poursuite de leur croissance. À l'heure actuelle, les villes contribuent en moyenne pour environ 55 pour cent au PIB des économies africaines. L'Afrique doit redéfinir ses villes pour en faire des moteurs de développement en ces temps de croissance économique plus forte dans un certain nombre de pays du continent.

22. L'agriculture et les systèmes agroalimentaires sont des secteurs stratégiques pour le développement de l'Afrique, et des secteurs en expansion, mais ils ont une image négative auprès de la plupart des jeunes. Cette situation s'explique par le décalage croissant qui existe entre les aspirations des jeunes et les perspectives économiques et sociales, ou plutôt leur absence, et le style de vie qu'offre la vie en milieu rural en Afrique. Les nouveaux systèmes d'information, les infrastructures de transport plus performantes et les possibilités de voyage et de migration sont autant de fenêtres ouvertes sur d'autres modes de vie, les grandes villes et les pays riches apparaissant aux yeux des jeunes comme le moyen d'accéder à la réalité des images qu'ils voient dans les médias. Les jeunes des zones rurales rêvent souvent d'une «vie meilleure» loin de la campagne, si bien que ce sont principalement des personnes plus âgées qui risquent de rester sur les petites exploitations familiales. En outre, le fait que l'enseignement scolaire officiel soit déconnecté des réalités et des besoins du monde rural, ainsi que des perspectives que ce dernier peut offrir, contribue à ternir l'image de la culture rurale.

23. Face au défi croissant que représentent l'emploi des jeunes, l'urbanisation et la migration, les gouvernements africains devront se pencher une nouvelle fois sur la formulation et la mise en œuvre systématique de politiques et de programmes de développement rural efficaces qui optimisent les possibilités offertes aux jeunes, contribuent à renforcer les capacités de ces derniers et facilitent l'accès aux ressources productives nécessaires pour doper la croissance dans l'ensemble du secteur agricole et de l'économie rurale.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes

24. L'Afrique continue de progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. De nombreux pays obtiennent actuellement des résultats remarquables, notamment en ce qui concerne la parité entre filles et garçons dans le cycle primaire et le nombre de sièges parlementaires occupés par des femmes. Il reste des problèmes liés à la promotion d'emplois rémunérés non agricoles pour les femmes, aux habitudes culturelles telles les pratiques inéquitables en matière d'héritage, le mariage précoce et le rapport des forces au sein des ménages, et à l'inégalité des chances sur le plan économique. Des mères plus instruites possèdent les compétences nécessaires pour postuler à des emplois hautement qualifiés et bien payés, et seront donc mieux armées pour nourrir leurs enfants, s'en occuper et les éduquer. L'autonomisation des femmes et des filles grâce à l'éducation leur permet aussi de s'impliquer dans les décisions à tous les niveaux et d'influer sur l'affectation des ressources pour remédier aux inégalités entre les sexes.

25. Pour accélérer les progrès vers l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, il faut réorienter les politiques de façon à s'attaquer à la discrimination à l'égard des filles et des femmes dans les systèmes éducatifs, à encourager une plus grande participation des femmes aux activités économiques productives et rémunératrices et à étendre leur influence dans la prise de décision à tous les niveaux de la société. Pour atteindre cet objectif, il est crucial de mener des politiques économiques et sociales qui répondent mieux aux besoins des hommes et des femmes – stratégies de discrimination positive, réforme des lois coutumières discriminatoires à l'égard des femmes et des filles et accroissement des ressources humaines et financières pour faire appliquer ces lois, par exemple. Les pays où les disparités dans l'éducation sont au désavantage des garçons doivent s'attaquer au problème. Le travail de la FAO dans ce domaine vise à promouvoir l'égalité des sexes en la présentant à la fois comme un droit fondamental de la personne et comme un moyen essentiel de réaliser les objectifs de l'Organisation en matière de développement rural durable et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Évolution de la protection sociale en vue d'une transformation économique globale

26. De plus en plus d'éléments en provenance des pays africains montrent que la protection sociale réduit directement la pauvreté et la vulnérabilité chroniques, car elle permet aux ménages démunis de satisfaire leurs besoins essentiels de consommation, de protéger leurs avoirs et d'améliorer leur santé, leur nutrition et leurs résultats dans le domaine de l'éducation⁴. Les programmes de protection sociale renforcent également les biens de production des ménages et élargissent leurs sources de revenu en étoffant leurs compétences professionnelles et en leur permettant de se lancer dans des activités plus risquées et plus lucratives. Ils contribuent au développement économique local en améliorant le fonctionnement du marché du travail, en stimulant les marchés locaux grâce à des transferts monétaires et en créant des infrastructures communautaires, et concourent à la croissance économique générale en augmentant la demande globale et en facilitant les réformes économiques difficiles.

27. Aujourd'hui, la protection sociale est considérée par les décideurs publics africains comme une composante majeure des stratégies de réduction de la pauvreté dans la région, et le dialogue et le débat sur le sujet continuent de prendre de l'ampleur. En 2009, les États membres de l'Union africaine (UA) ont approuvé le Cadre stratégique social pour l'Afrique⁵. Les gouvernements de la région investissent actuellement dans des programmes de protection sociale qui se révèlent efficaces, et les enseignements tirés de la conception et de la mise en œuvre de ces dispositifs sont exploités pour développer la protection sociale sur tout le continent. À la suite de la crise alimentaire, énergétique et financière de 2008 et de la sécheresse de 2011 dans la corne de l'Afrique, les efforts se sont axés sur la mise en place de programmes de protection sociale susceptibles d'être transposés rapidement à plus grande échelle pour faire face aux crises. Cette évolution se retrouve dans le nombre croissant d'organisations régionales et d'organismes de développement qui œuvrent en faveur de la protection sociale.

28. Les programmes de protection sociale ont une incidence immédiate et directe sur la pauvreté chronique, car ils fournissent aux ménages démunis les ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins essentiels de consommation, protéger leurs avoirs et améliorer leur santé, leur nutrition et leurs résultats dans le domaine de l'éducation. Au Kenya, par exemple, le Programme d'aides en espèces à l'intention des ménages ayant en leur sein des orphelins ou autres enfants vulnérables a débouché sur une plus grande consommation d'aliments de base et une plus large diversification du panier alimentaire chez les ménages y participant que chez les autres ménages. Parmi les ménages éthiopiens ruraux victimes de la sécheresse, ceux qui avaient reçu un soutien régulier et prévisible grâce aux travaux d'intérêt public organisés dans le cadre du Programme de protection sociale fondé sur les activités productives (PPSAP) présentaient nettement moins de risques d'être contraints de vendre leur cheptel pour maintenir leur consommation. On a constaté que les interventions de protection sociale ciblées réduisaient directement les inégalités, à l'instar du programme brésilien *Bolsa Familia*.

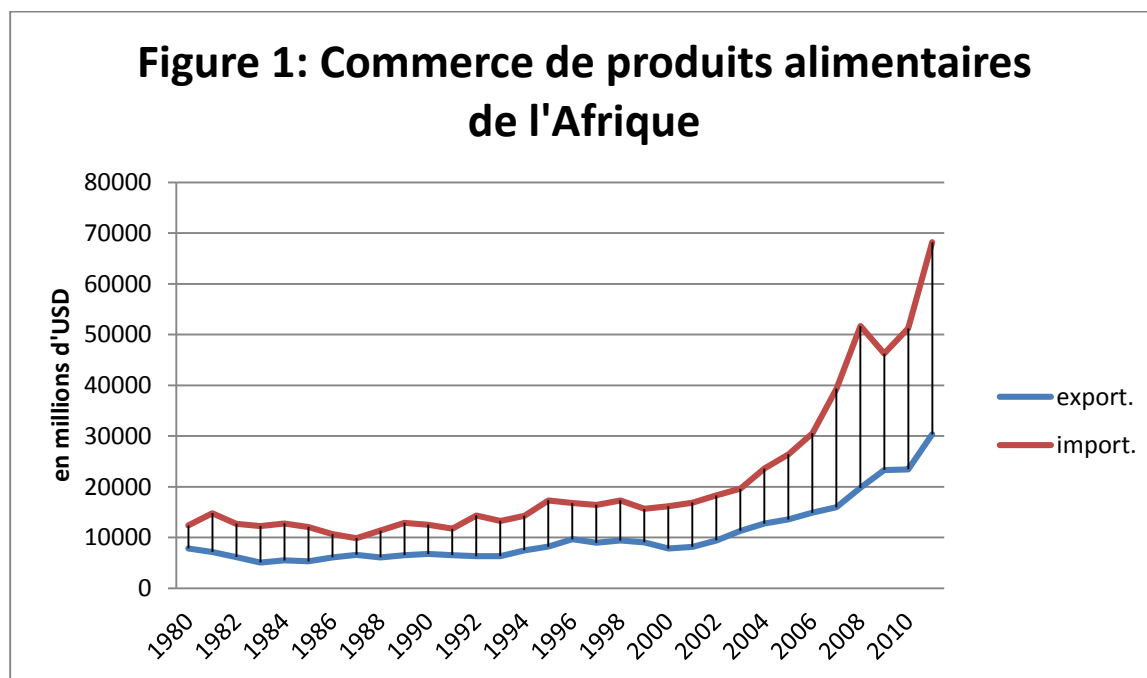
⁴ <http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/social-protection-strategy-summary-2012.pdf>

⁵ <http://sa.au.int/en/sites/default/files/SP%20French.pdf>

29. La FAO entend aider les gouvernements et les partenaires à relever les principaux défis que pose l'intégration de la protection sociale dans les stratégies et les initiatives nationales de lutte contre la faim, ainsi qu'à mieux harmoniser les politiques et à créer des synergies entre la protection sociale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement agricole, la gestion des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté rurale. On peut citer à titre d'exemple le programme *Acheter aux Africains* pour l'Afrique soutenu par la FAO, le PAM et le Brésil et mis en place sous la forme d'une initiative conjointe visant à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la génération de revenus parmi les agriculteurs et les communautés vulnérables.

Dépendance accrue à l'égard des importations de produits alimentaires

30. L'Afrique a perdu son statut d'exportatrice nette de produits agricoles (denrées alimentaires incluses) entre la fin des années 70 et le début des années 80, époque où les prix des matières premières (principalement le café, le cacao et les épices), lesquelles représentaient la majeure partie des recettes d'exportations agricoles, ont chuté et où la croissance de la production alimentaire locale est devenue atone. D'après les données de la FAO, depuis 1980, les importations africaines de produits alimentaires ont progressé systématiquement plus vite que les exportations et elles ont atteint le montant record de 50 milliards d'USD en 2008, au paroxysme de la crise économique mondiale, entraînant un déficit de 32 milliards d'USD environ. Malgré un recul l'année suivante, ces importations ont continué d'augmenter régulièrement depuis⁶, et on s'attend à ce que cette tendance se poursuive en cas de maintien des politiques en place.



31. L'augmentation des importations alimentaires depuis les années 80 a été particulièrement frappante pour les produits de base tels que les produits laitiers, les huiles et graisses alimentaires, la viande et les produits carnés, le sucre et, surtout, les céréales, ce qui signifie que ces importations ont été de plus en plus importantes pour assurer la sécurité alimentaire.

⁶ Il convient de noter que le déficit du commerce de produits alimentaires de l'Afrique est passé de 32 milliards d'USD en 2008 à environ 38 milliards d'USD en 2011. Ces chiffres sont souvent mentionnés par erreur pour désigner la facture des importations alimentaires, laquelle est bien supérieure (voir la figure 1). Ils correspondent toutefois au déficit des importations alimentaires du continent.

32. Néanmoins, bien que l'Afrique soit un acteur marginal du commerce international, qui assure seulement 3 pour cent environ des exportations alimentaires mondiales, elle exporte approximativement un quart de l'ensemble de ses produits agricoles à l'intérieur de ses frontières. L'Afrique a montré que lorsque les conditions sont réunies, elle peut en effet stimuler son commerce intrarégional. On en veut pour preuve que, pour des produits alimentaires de base⁷ tels que les céréales, les huiles et les graisses, les produits laitiers, la viande et les produits carnés, le sucre et les boissons, le commerce intra-africain a représenté ces dix dernières années entre 30 et 60 pour cent des exportations agricoles totales du continent, ce qui laisse une marge de progression considérable.

33. La dépendance persistante à l'égard des importations de produits alimentaires est un grave problème pour de nombreux pays africains, surtout lorsque l'augmentation de la facture des importations alimentaires prive de ressources d'autres projets de développement importants sans pour autant résoudre l'insécurité alimentaire. Le problème est même accentué dans les pays où les exportations reposent principalement sur l'agriculture, alors même que les recettes des exportations traditionnelles de produits comme le cacao, le café et les épices deviennent plus incertaines et se retrouvent à la merci de prix internationaux instables et de pratiques commerciales déloyales de la part des principaux partenaires de l'Afrique.

34. Dans un registre plus positif, du fait de l'élan insufflé par le PDDAA dans le cadre du NEPAD, il est aujourd'hui largement admis que le développement des échanges intra-africains, par un renforcement des accords d'intégration régionale transcendant les frontières nationales et infranationales, joue un rôle décisif dans la résolution des problèmes de dépendance à l'égard des importations et d'insécurité alimentaire en Afrique. La stratégie privilégiée s'appuie sur l'idée répandue selon laquelle les marchés alimentaires et agricoles africains sont extrêmement morcelés à l'échelle infrarégionale, nationale, voire infranationale, ce qui se traduit par des marchés segmentés de trop petite taille et ne permet pas de rentabiliser des investissements privés de quelque importance aux différentes étapes de la chaîne de produits. Cet écart sur les marchés segmentés entre la production nationale et la demande est comblé de plus en plus souvent par des importations d'origine non africaine, même lorsqu'il existe des excédents sur le continent. Partant, les Parties à la Déclaration de Malabo, renouvelant leur ferme engagement à stimuler le commerce intra-africain des produits et services agricoles, ont décidé: a) de tripler ce commerce d'ici à 2025; et b) d'accélérer la mise en place de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) d'ici à 2017 et la transition vers un système de Tarif extérieur commun (TEC).

35. Les négociations menées actuellement sous les auspices de l'Union africaine en vue de l'instauration d'une ZLEC à l'échelle de l'Afrique offrent des possibilités intéressantes compte tenu de la forte volonté politique d'aller en ce sens. Pour les mener à bon terme, toutefois, les gouvernements africains devront poursuivre les changements sur plusieurs fronts: il faudra améliorer l'infrastructure matérielle et étendre les possibilités de développement de la chaîne de valeur et de l'accès aux marchés, notamment en renforçant le cadre juridique et réglementaire. La meilleure formule pour créer un environnement propice à la croissance du commerce agricole variera cependant selon les pays, et chacun devra définir la stratégie qu'il entend mettre en œuvre pour réduire la pauvreté et favoriser la croissance. Il est avant tout nécessaire de s'attaquer aux contraintes sur le plan de l'offre et de répondre à l'évolution de la demande régionale et mondiale.

36. Des efforts concertés devront être déployés pour réformer les régimes commerciaux, surtout dans le nouvel environnement de la ZLEC, en mettant à profit les avancées majeures déjà obtenues. De même, les pays africains doivent faire campagne pour que les décisions prises lors de la réunion ministérielle de l'OMC de décembre 2015 soient mises en œuvre. Ils doivent aussi faire intégrer des règles claires dans les négociations en cours de l'OMC ainsi que dans les Accords de partenariat économique passés avec l'Union européenne et dans les préférences commerciales qui leur sont accordées par d'autres membres de l'OCDE – en particulier les États-Unis, au titre de la Loi sur la croissance de l'Afrique et les opportunités économiques (AGOA). La libéralisation du commerce de l'Afrique doit se poursuivre et doit viser à réduire le plus possible les effets négatifs des obstacles non

⁷ Voir: Sommet sur la sécurité alimentaire en Afrique, décembre 2006, Abuja (Nigéria), UA/NEPAD.

tarifaires. Cela étant, les initiatives récentes consistant à mettre en place des «postes frontière intégrés» pour faciliter les échanges transfrontaliers vont dans le bon sens.

L'intérêt renouvelé suscité par les investissements du secteur privé dans l'agriculture, notamment de la part des pays en développement et des pays émergents

37. De nombreuses données factuelles montrent que, pendant les périodes de forte instabilité des cycles économiques mondiaux (du fait de la hausse ou de la baisse des prix)⁸, le secteur agricole bénéficie d'un regain d'investissements privés, qui s'estompe souvent une fois que les cycles se stabilisent. L'évolution récente de l'agro-investissement depuis les turbulences économiques de 2008 sur le marché mondial a eu toutefois des conséquences importantes sur la viabilité des écosystèmes et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés hôtes, car certains aspects majeurs de cette poussée des investissements impliquent des acquisitions de terres à grande échelle. En outre, on observe l'émergence de flux d'agro-investissements Sud-Sud, lesquels étaient très faibles par le passé.

38. Dans la plupart des pays en développement, notamment en Afrique, où les systèmes font encore défaut, de nombreuses questions complexes et controversées (d'ordre économique, politique, institutionnelle, juridique et éthique) ont été soulevées au sujet de la sécurité alimentaire, de la réduction de la pauvreté, du développement rural, de la technologie et de l'accès aux ressources en terres et en eau. Or, parallèlement, les pays africains font tout leur possible pour attirer des investissements étrangers dans leur secteur agricole. Ils estiment que ces investissements ont un rôle important à jouer pour compenser la diminution de l'aide publique au développement et les limites de leurs ressources budgétaires nationales, du fait qu'ils créent des emplois, génèrent des revenus et favorisent le transfert de technologies.

39. À mesure que cette tendance se concrétise, tout le monde s'accorde à dire qu'il n'existe pas de solution unique pour obtenir des investissements «gagnant-gagnant». Les projets d'investissement étranger qui allient les atouts de l'investisseur (capital, savoir-faire en matière de gestion et de commercialisation, technologie) à ceux des communautés locales (main-d'œuvre, terres, connaissance du contexte local) ont montré qu'ils avaient de bonnes chances de réussir. De plus, les investissements qui permettent aux agriculteurs locaux de jouer un rôle actif et leur laissent la maîtrise de leurs terres (agriculture contractuelle, mécanismes de sous-traitance) sont particulièrement prometteurs.

IV. Domaines d'action prioritaires de la FAO pour l'avenir

40. Dans ce contexte, les initiatives nationales et régionales que la FAO pourra soutenir le plus efficacement seront celles qui s'ancreront solidement dans le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), dans le cadre de la stratégie de mise en œuvre et de la feuille de route de Malabo ainsi que des engagements pris en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Les domaines concernés sont les suivants: lutte contre la pauvreté; adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, et utilisation durable des ressources naturelles, en tenant compte notamment de la pénurie d'énergie et de la raréfaction de l'eau; protection contre les maladies des animaux et des plantes, les ravageurs et les menaces compromettant la sécurité sanitaire des aliments; développement des systèmes agroalimentaires et emploi; commerce; et attention particulière portée à l'égalité des sexes et à la jeunesse.

⁸ Tendances et impacts des investissements étrangers dans l'agriculture des pays en développement – Résultats d'études de cas. <http://www.fao.org/economic/est/publications/tendances-et-impacts-des-investissements-etrangeurs/fr/>.

Annexe 1: Tendances et évolutions mondiales

Changement climatique et accroissement de la vulnérabilité

41. L'adoption de l'Accord de Paris à l'issue de la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), qui a eu lieu en décembre 2015, a ouvert la voie à une action internationale sans précédent pour faire face au changement climatique. Les pays ont accepté de présenter publiquement les mesures qu'ils comptent prendre en matière de climat à partir de 2020, dans le cadre d'un nouvel accord international connu sous le nom de «Contributions prévues déterminées au niveau national» (CPDN). Des accords ont été également conclus pour que les «efforts d'atténuation soient portés au plus haut niveau possible avant 2020». Les CNDP détermineront en grande partie si le monde est en voie de s'orienter vers un mode de développement à faible émission de carbone et moins vulnérable au changement climatique (voir ARC/16/INF/10).

42. La décision de la Conférence des Parties comprend un ensemble cohérent d'éléments visant à stimuler cette action essentielle, notamment des plans pour: i) renforcer l'acquisition et le partage de connaissances techniques; ii) poursuivre la dynamique positive créée par des acteurs non étatiques; iii) accroître l'aide financière; et iv) améliorer la coordination.

Nutrition

43. La Déclaration de Rome sur la nutrition et le Cadre d'action, adoptée par la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), appellent à agir et à renouveler les engagements de la communauté internationale en faveur de l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes (sous-alimentation, carences en micronutriments), qui sévit dans de nombreux pays depuis des décennies, ainsi que de la surcharge pondérale et de l'obésité, un phénomène nouveau de plus en plus important dans les pays développés et les pays en développement, qui engendre des coûts économiques et sociaux très élevés pour les pays. Améliorer la nutrition et réduire ces coûts exige une approche multisectorielle qui commence par des programmes alimentaires et agricoles intégrant la nutrition et inclut des interventions complémentaires dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Prévention et lutte contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes

44. Les ravageurs et maladies transfrontières des animaux et des plantes tiennent à des facteurs environnementaux, notamment le changement climatique, le commerce, les mouvements migratoires et/ou le transport d'autres pathogènes par des personnes. L'interdépendance accrue des systèmes alimentaires est associée à une plus grande incidence des ravageurs et des maladies des animaux et des végétaux, qui traversent plus facilement les frontières et ont des effets économiques dévastateurs sur les divers acteurs des chaînes alimentaires et agro-industrielles ainsi touchées. Un foyer déclenché par un ravageur ou une maladie transfrontières des animaux ou des plantes peut gravement peser sur les conditions socioéconomique d'un pays et frapper directement les moyens de subsistance de sa population. La FAO aide les pays à prévenir l'apparition de ravageurs et de maladies transfrontières des animaux et des végétaux et à gérer les menaces pesant sur la sécurité sanitaire des aliments, mais aussi à se préparer et à réagir à ces situations.

Urbanisation et migrations – incidences sur les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition et les structures agraires

45. L'urbanisation rapide est l'un des principaux enjeux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. D'ici à 2030, quelque 5 milliards de personnes devraient vivre en ville, soit 60 pour cent de la population mondiale prévue. La croissance continue de la population urbaine et l'expansion des villes existantes ou nouvelles entraînent une modification des schémas de consommation alimentaire qui comporte à son tour des effets sur l'utilisation des terres et sur la durabilité des chaînes

d'approvisionnement. Les systèmes alimentaires urbains, péri-urbains et ruraux sont de plus en plus importants au regard de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les villes ainsi que des services environnementaux.

46. L'exode rural reste un problème majeur, surtout en raison du départ d'hommes, jeunes et adultes, en âge de travailler, qui fragilise la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones rurales. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont abandonnés dans un environnement qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins grâce à la petite agriculture ou à un emploi rural. La jeunesse rurale représente l'avenir du secteur agricole. Il convient d'innover pour ouvrir de nouvelles possibilités aux jeunes et les inciter à s'engager dans des activités rurales aussi bien agricoles que non agricoles dans leur propre communauté et dans leur pays. Promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat au bénéfice de la jeunesse rurale devrait être au cœur des stratégies conçues pour lutter contre les causes profondes de la misère engendrée par la mobilité d'origine économique et sociale.

Mondialisation de l'agriculture et des systèmes alimentaires

47. Depuis quelques années, l'évolution de l'agriculture et des systèmes de production de denrées alimentaires est caractérisée par une plus grande intégration de l'agriculture, de la pêche et de la foresterie à d'autres activités économiques, notamment les grandes sociétés agroalimentaires et transnationales. L'apparition de chaînes de production agro-industrielles complexes et diverses a entraîné des changements qualitatifs et quantitatifs dans la demande de produits primaires et la répartition des revenus entre les différents secteurs et groupes de la population. En conséquence, la distribution des ressources productives a subi des modifications, à commencer par la présence plus importante de grands producteurs primaires au côté des petites exploitations. Cette tendance trouve son origine dans les économies d'échelle, mais est également une réaction aux lacunes du marché en matière de crédit et d'assurance et vise à contrecarrer le pouvoir du marché tout au long de la chaîne de production. La bonne mise en œuvre des politiques requises, qui nécessitera une gouvernance solide, déterminera l'avenir de l'agro-industrialisation dans les pays en développement.

Évolution des politiques commerciales et de la structure des flux commerciaux

48. Le monde a connu une augmentation significative des échanges de produits agricoles et de produits de la pêche au cours de la dernière décennie, mais il est largement admis qu'ils auraient pu être plus importants si un degré élevé de protectionnisme et des politiques faussant les échanges ne les avaient pas freinés. La valeur des exportations agricoles totales est passée de 225 milliards d'USD en 1980-1982 à environ 1,65 billion d'USD en 2012-2014, et les pays en développement ont participé activement à cette expansion du commerce, qui devrait se poursuivre. Cette augmentation reflète une intensification du commerce, sous forme d'accords commerciaux préférentiels, à l'intérieur des régions et entre des pays distants.

49. Plus important encore, les décisions prises à la conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Nairobi en décembre 2015 ont l'ambition, relative, de renforcer les règles de protection contre les politiques de distorsion des échanges et de fournir «une souplesse et une marge de manœuvre» aux pays en développement. Un des grands axes de la décision ministérielle de l'OMC, qui vient d'être adoptée, concerne la concurrence à l'exportation, notamment l'engagement visant à éliminer les subventions aux exportations agricoles. Les membres de l'OMC – en particulier les pays en développement – ont constamment exigé que des mesures soient prises sur cette question en raison des effets de distorsion considérables que peuvent avoir ces subventions sur leur production intérieure et l'évolution de leur commerce. Dans le cadre de cette décision, les pays développés membres se sont engagés à supprimer immédiatement les subventions à l'exportation, sauf pour un petit nombre de produits agricoles, et les pays en développement devront le faire d'ici 2018. Les pays en développement membres conserveront la flexibilité nécessaire pour couvrir les coûts de transport et de commercialisation liés aux exportations agricoles jusqu'à la fin de 2023, et les pays les plus pauvres et importateurs de produits alimentaires bénéficieront d'un délai supplémentaire pour réduire les subventions à l'exportation. Par ailleurs, une décision ministérielle sur un mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) en faveur des pays en

développement reconnaît que les pays en développement membres seront en droit d'augmenter temporairement les droits de douane en cas d'une hausse soudaine des importations, en recourant à un MSS. D'autres décisions ont été prises, notamment un accord sur la facilitation du commerce, le coton et un traitement préférentiel renforcé en faveur des pays les moins avancés (PMA).

Évolution de la structure de la demande de denrées alimentaires et instabilité des prix des denrées alimentaires

50. La demande alimentaire mondiale devrait augmenter de 70 pour cent d'ici 2050, et cette tendance se renforce en raison de l'augmentation de la population, de la croissance économique et de l'urbanisation, en particulier dans les pays en développement. Parallèlement, on assiste à une modification des habitudes alimentaires de la population, qui consomme de plus en plus de produits animaux (notamment du poisson), d'huiles végétales et, dans une moindre mesure, de sucre; cette tendance est encore accentuée par une homogénéisation de plus en plus marquée des habitudes de vie des populations urbaines et des populations rurales, favorisée par les technologies de la communication. Les aliments transformés jouent également un rôle plus important dans ces nouveaux modes de consommation, avec à la clé de nouvelles possibilités de création de valeur ajoutée et d'activités rémunératrices.

51. Ces dernières années, dans le monde entier, la flambée des prix des denrées alimentaires et leur forte variabilité à court terme (volatilité) ont suscité des inquiétudes quant à la sécurité alimentaire et ont ébranlé la confiance excessive qui s'était installée après plusieurs années de baisse des prix. Selon les estimations, ces conditions ne changeront pas dans un avenir proche; les prix devraient donc se maintenir à un niveau plus élevé et rester plus instables qu'au cours des dernières décennies.

Sécurité et pénurie énergétiques

52. Les nouvelles projections publiées par l'Agence internationale de l'énergie⁹ indiquent que la demande d'énergie augmentera de près d'un tiers à l'échelle mondiale au cours de la période 2013-2040 et qu'une grande partie de la demande viendra des pays en développement, à mesure que la population et le revenu par habitant augmentent, et que le commerce mondial de produits agricoles exige un développement du secteur des transports. Les énergies renouvelables, notamment la biomasse, dépasseront le charbon en tant que principale source d'électricité d'ici le début des années 2030, et représenteront près de 50 pour cent de toute la croissance de la demande au cours de la période menant à 2040. Selon les projections, environ 550 millions de personnes – la majorité d'entre elles en Afrique – ne seront toujours pas raccordées au réseau électrique en 2040.

Une concurrence croissante autour de l'environnement et des ressources

53. On entrevoit à l'horizon 2050 une pénurie grandissante de terres agricoles, d'eau, de forêts et de ressources halieutiques et un étiolement de la diversité biologique, du fait de l'intensification croissante des activités humaines et la ponction de plus en plus forte exercée sur les ressources agricoles naturelles, qui menacent dangereusement l'équilibre écologique de la terre et compromettent la viabilité à long terme de toute l'économie. La concurrence autour des ressources naturelles pour les produits alimentaires et non alimentaires n'est pas un phénomène nouveau, mais la nature et l'intensité de cette concurrence ont changé de manière aussi marquée que diverse au cours des dix dernières années, et cette tendance devrait se confirmer. L'utilisation de céréales et de graines oléagineuses pour la production d'agrocarburants a augmenté, de même que celle d'autres ressources, comme la biomasse, utilisée comme substitut aux produits pétrochimiques. Des mécanismes de gouvernance solides seront nécessaires aux niveaux national, régional et international pour trouver le juste équilibre entre ces besoins et possibilités contradictoires et pour mettre en place des cadres rigoureux concernant les droits de propriété sur les ressources naturelles.

⁹ http://www.worldenergyoutlook.org/media/weowebiste/2015/WEO2015_Factsheets.pdf

Des connaissances et des innovations de plus en plus dominées par le secteur privé

54. Les investissements publics consacrés à la recherche et au développement agricoles ont certes augmenté dans le monde entier, mais ceux du secteur privé ont progressé plus rapidement encore et représentent de 48 à 50 pour cent du total des dépenses engagées dans ce domaine. La moitié environ des investissements consacrés à la recherche et au développement agricoles se concentre dans une poignée de pays (États-Unis, Japon, Chine, Inde et Brésil) et plus de 90 pour cent des investissements privés sont réalisés dans les pays développés.

55. L'émergence des biotechnologies, en tant que source d'innovation majeure dans l'agriculture, a déplacé «l'espace technologique» en direction du secteur privé, qui en est le principal acteur. En outre, au cours des trois dernières décennies, des progrès considérables ont été réalisés dans le domaine des technologies de l'information et de leurs applications, qui sont pratiquement toutes entre les mains du secteur privé. Ces progrès ont stimulé la productivité de la main-d'œuvre dans une large mesure et, en même temps, ont multiplié les possibilités de générer des flux d'information et limité les effets de la distance physique. Au-delà de leur incidence sur le plan économique, l'intensification des flux d'informations et la décentralisation des sources d'information provoquées par la diffusion des ordinateurs et l'accès à internet contribuent à l'évolution des sociétés dans leurs moindres détails. Il y a de fortes chances pour que ce phénomène perdure et même qu'il s'accélère à l'avenir, ce qui aura une grande influence sur la production et la diffusion des connaissances collectives et des valeurs de la démocratie.

Gouvernance et responsabilité mutuelle

56. Au cours des dix dernières années, le contexte de développement a changé de multiples manières. D'une part, aux niveaux national et international, un nombre croissant d'acteurs (secteur privé, société civile, ONG et fondations) ont acquis un poids légitime dans les débats. De nouveaux mécanismes sont mis en place afin d'assurer la participation de leurs représentants aux processus de prise de décisions ainsi qu'aux initiatives élaborées conjointement. Il est en outre reconnu que pour atteindre les objectifs de développement mondiaux, régionaux et nationaux, et plus encore pour instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la participation d'acteurs bien au-delà du secteur alimentaire est requise, ce qui élargit encore l'éventail des parties prenantes et des vues et intérêts contradictoires.

57. Faire preuve de bonne gouvernance et de responsabilité mutuelle est à la base de l'un des principaux engagements de la Déclaration de Malabo de l'Union africaine¹⁰. L'attention plus soutenue accordée aux questions transversales, telles que la parité hommes-femmes et l'environnement, complique encore la situation et exige une meilleure gouvernance, plus forte, et la mise en place d'institutions efficaces, efficientes et responsables, qui favorisent la participation, l'équité et la transparence, ainsi qu'une information et une prise de décisions fondées sur des données probantes. Une deuxième évolution importante est le fait qu'il est aujourd'hui communément admis qu'un processus de développement réussi doit être dirigé par les pays et leur appartenir, ce qui exige des stratégies et des programmes nationaux cohérents.

Vulnérabilité accrue en raison des catastrophes, naturelles et provoquées par l'homme, et des situations de crise

58. Les catastrophes et l'insécurité alimentaire sont directement liées. Sécheresses, inondations, ouragans, tsunamis et autres phénomènes naturels peuvent détériorer les denrées alimentaires et affecter gravement les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche en détruisant des infrastructures de transformation des produits alimentaires, des biens matériels, des intrants et des moyens de production. Ils bloquent l'accès au marché, entravent le commerce, empêchent l'approvisionnement alimentaire, réduisent les revenus, obligent à puiser dans l'épargne et détériorent les moyens de subsistance. La

¹⁰ Voir ARC/16/INF/14 et

http://pages.au.int/sites/default/files/Malabopercent20Declarationpercent202014_11percent2026-.pdf.

sécheresse, les maladies et les ravageurs des plantes – comme le criquet pèlerin et la chenille processionnaire –, les maladies animales, comme la peste porcine africaine, et la contamination ou le frelatage des aliments ont une incidence économique directe car ils limitent ou réduisent à néant la production agricole, ce qui entraîne une hausse des prix des produits alimentaires, entrave le commerce et l'accès aux marchés, provoque une diminution des revenus agricoles et conduit à une augmentation du chômage. Les catastrophes peuvent aussi entraîner une augmentation des prix des denrées alimentaires, faire baisser le revenu réel, contraindre les pauvres à vendre leurs biens et à réduire leur consommation alimentaire ou encore limiter la diversité de leur panier alimentaire et leur accès à des aliments sûrs et de qualité. Les catastrophes jettent leurs victimes dans le piège de la pauvreté, ce qui augmente la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Des interventions cohérentes sont indispensables aux niveaux mondial, régional, national et local en vue de créer, protéger et rétablir des moyens de subsistance à l'épreuve des différentes crises et menaces pour les agriculteurs, les éleveurs pastoraux, les pêcheurs, les populations forestières et les autres groupes vulnérables (estimés à plus de 2,5 millions de petits exploitants selon la publication de la FAO «Produire plus avec moins»).